

Les crédits

Nous aurions pu investir afin de doter notre pays d'une meilleure infrastructure pour l'avenir. Nous aurions pu y consacrer une partie des 6 milliards de dollars ainsi épargnés. Nous aurions pu utiliser le reste pour fournir une aide d'urgence aux chômeurs. L'employé mis à pied après avoir consacré des années de sa vie à une entreprise ne devrait pas être contraint de s'inscrire à l'assistance sociale pour nourrir sa famille. L'assistance sociale ne devrait pas constituer son dernier recours au Canada en 1991.

Nous aurions pu instaurer une fiscalité équitable et nous débarrasser de la TPS par la même occasion. Si les grandes sociétés et les gens riches payaient leur juste part des impôts, nous n'aurions pas besoin de la TPS. Les consommateurs et les petites entreprises d'un bout à l'autre du Canada n'auraient pas à souffrir des conséquences économiques de la TPS.

Ces quelques éléments auraient pu constituer l'ossature d'un budget de l'espoir qui aurait pu permettre d'emprunter une voie toute différente, une approche compatissante. J'aurais souhaité que le gouvernement adopte cette approche compatissante, au lieu de l'approche mesquine et paralysante dont témoigne son budget.

[Français]

L'hon. Monique B. Tardif (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention mon collègue qui, tant au moment où il posait des questions à d'autres intervenants qu'au début de sa propre présentation, s'attaquait assez largement au libre-échange. J'aimerais attirer son attention sur un article du *Financial Post* du 5 mars dernier qui titrait: *Free-trade not cause of recession*. C'était une analyse de la Banque Royale et c'était la deuxième en autant d'années que l'on faisait pour analyser les résultats de cette entente de libre-échange.

Une des premières mises en garde que l'on faisait c'est de dire qu'avant l'entrée en vigueur de cette entente, déjà deux tiers des produits circulaient librement entre les deux frontières. Cette entente-là sera en vigueur pour une période de 10 ans. Donc, le bout qui a été déjà réalisé à l'intérieur de ces deux ans ne démontre pas le fonctionnement complet du libre-échange.

Et dans une enquête que la Banque Royale faisait auprès d'intervenants, on identifiait comme premier problème de la récession actuelle les coûts reliés aux salaires, *high labour costs*.

Ce qui m'a frappée également dans cet article-là, monsieur le Président, c'est le petit paragraphe ici qui dit:

[Traduction]

Le principal objectif de l'Accord de libre-échange était de garantir l'accès au marché américain et d'inciter l'industrie canadienne à se restructurer, ainsi qu'à exploiter les secteurs dans lesquels nous jouissons d'un avantage comparatif.

[Français]

Ce que j'aime, c'est leur conclusion, monsieur le Président, quand ils disent:

[Traduction]

Tant que les augmentations de salaire seront supérieures à celles de la productivité et continueront d'alimenter l'inflation, les taux d'intérêt ainsi que la valeur du dollar canadien resteront élevés, et nous perdrons au profit des États-Unis des centres d'activité et des emplois.

Par son budget de la semaine dernière, le gouvernement fédéral a essayé de combattre une des causes des règlements salariaux élevés en fixant des objectifs en matière d'inflation. Ottawa essaie aussi de donner l'exemple en annonçant le plafonnement des augmentations de salaire des fonctionnaires fédéraux. Les provinces devraient faire de même.

[Français]

Ce que j'aimerais demander, monsieur le Président, à mon collègue est ceci: Est-ce qu'il ne croit pas que dans une période comme celle qu'on vit au Canada, on devrait plutôt essayer ensemble d'identifier des solutions aux problèmes que vit le Canada? Est-ce qu'on ne devrait pas ensemble essayer de construire un Canada plus fort, plus productif et plus capable de faire face à tous les problèmes sociaux que nous connaissons?

Il me semble personnellement qu'on a besoin des gouvernements, du secteur privé et des syndicats. Je pense que l'ensemble des Canadiens doit être capable de faire face à la réalité, ne pas essayer de trouver une seule solution, mais plutôt d'imaginer des solutions qui mettraient à profit le plein potentiel chez nos travailleurs canadiens.

• (1600)

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je suis d'accord qu'il est important pour nous comme députés de travailler ensemble et trouver des solutions si on peut le faire. Mais on doit également débattre et discuter avec précision de nos différents points de vue comme partis et comme députés. Par exemple, si on regarde le problème de l'inflation, on peut dire que oui c'est un problème. On doit lutter contre ces problèmes. Le Conseil économique du Canada a suggéré une approche pour lutter contre l'inflation. Il a suggéré par exemple que tous les groupes dans notre société devraient convenir d'une réunion afin de discuter soigneusement de la question de l'inflation et établir des